

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : FDS

**Arrêté préfectoral
portant décision suite à un examen au cas par cas**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1.IV, R.122-2 et R.122-3 ;
- VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- VU l'arrêté préfectoral du 08 août 1985 modifié autorisant la société KEM ONE à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Balan ;
- VU la demande déposée complète le 02 juillet 2021 par la société KEM ONE et publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Ain ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur le rajout d'une troisième voie de garage de wagons-citernes le long des deux voies de garage existantes, sur une longueur de 250 mètres ;
que la création de 250 mètres linéaires de voie de garage est inférieure au seuil de soumission à un examen au cas par cas selon la rubrique 5 (infrastructures ferroviaires) du tableau de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet porte également sur le remplacement de la flotte de wagons-citernes de CVM utilisés par la société KEM ONE ;
que la capacité unitaire des wagons-citernes va passer de 56 tonnes à 67 tonnes, soit une augmentation de 11 tonnes par wagon-citerne ;
que l'exploitant est actuellement autorisé à stocker 40 wagons-citernes ;
que l'augmentation de capacité au titre la rubrique 4718 (stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2) en résultant représente une quantité de 440 tonnes ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé à cet article ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de capacité au titre de la rubrique 4718 de la nomenclature des ICPE de 440 tonnes est supérieure à plus d'une fois le seuil d'autorisation (50 tonnes) de cette rubrique et donc est soumise à examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT qu'en application du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, lorsque le projet relève d'un examen au cas par cas et que le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité

mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que, dans le cas présent, l'autorité mentionnée à l'article L.171-8 du code de l'environnement est le préfet de département ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du projet est en dehors de toute zone sensible sur le plan environnemental (ZNIEFF, Natura 2000, zone humide, PPRN, périmètre de protection de captage, site classé) ;

CONSIDÉRANT que l'implantation du projet est en zone grisé du PPRT de Balan approuvé le 30 mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que la modification de la capacité unitaire des wagons citernes ne nécessite pas de travaux particuliers ;

CONSIDÉRANT que la troisième voie de garage des wagons sera installée entre les 2 voies de garage existantes et la voie de dépotage des wagons ;
que cette zone est déjà fortement remodelée ;

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'ajout d'une troisième voie de garage de wagons et le remplacement de la flotte de wagons de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) de la société KEM ONE sur la commune de BALAN (01) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

- D E C I D E -

Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'ajout d'une troisième voie de garage de wagons de CVM et le projet de remplacement de la flotte de wagons de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) sis sur le site industriel situé sur la commune de BALAN, présenté par la société KEM ONE, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application des articles L.122-1.IV et R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera notifiée à la société KEM ONE et publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Ain.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 19 juillet 2021

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,

Signé : Arnaud GUYADER

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours gracieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. l'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Le recours administratif ou le RAPO doit être adressée auprès de Madame la préfète de l'Ain.

Le recours contentieux doit être adressé auprès du Tribunal administratif de Lyon.